

l'Est, on a incité les agriculteurs à ne pas produire de lait. Même dans la circonscription de Bonaventure et dans celle d'Abitibi, on a demandé aux agriculteurs de ne pas produire de lait. Il est dangereux de diminuer la production. Toute diminution de production entraîne une augmentation du chômage, et ce non seulement au Québec.

Je suis allé aux Îles-de-la-Madeleine récemment, où 80 p. 100 de la population vit uniquement d'allocations de bien-être social. En effet, les conditions ne sont pas propices à la pêche à cette époque de l'année. Le revenu est limité et l'on vit aux dépens du bien-être social. Des cabaleurs d'élections sont même allés raconter à la population que si elle ne votait pas pour leur parti, elle perdrait ses allocations familiales et sociales. J'ai conseillé aux mères de famille d'expulser ces cabaleurs à l'aide d'un manche à balai. Je ne sais pas si elles l'ont fait, mais c'est ce que je leur ai suggéré.

De toute façon, la question est importante. Le gouvernement se fatigue les méninges pour penser à orienter la production et il oublie les consommateurs, qui devraient normalement en bénéficier. Alors, pourquoi ne pas étudier le vrai problème, celui de la consommation? En effet, toute la production ne peut pas être consommée.

Laissons les producteurs produire et permettons aux consommateurs d'acheter les produits. Et de quelle façon le faire? Par la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire aux consommateurs. A ce moment-là, ils commanderont la production. Afin que les consommateurs puissent acheter plus de produits, parce qu'il en existe beaucoup, ou, du moins, pour leur permettre de se procurer ce qui est nécessaire à la vie, il faut d'abord porter les pensions de vieillesse à \$150 par mois. Il ne faut plus qu'il existe de pensions inférieures à \$150 par mois.

Où prendre l'argent pour ce faire? Dans les poches de ceux qui en ont? Non. Cette solution appartient au socialisme. On l'a adoptée dans certains pays d'Europe, et cela n'a pas tellement favorisé les affaires. Une telle politique a écrasé les riches, mais n'a pas tellement favorisé les pauvres.

Comme je le dis souvent, les millionnaires n'empilent pas leurs millions dans un coin de leur chambre à coucher. Ils s'en servent pour qu'ils rapportent quelque chose. L'agrandissement des usines, l'établissement d'autres, la création d'emplois et le respect de l'initiative personnelle sont les fruits de l'entreprise privée. Même si on soulevait les gens contre les millionnaires parce qu'ils résident dans des châteaux, même si l'on réunissait 10,000 pauvres, qui restent dans des «cabanes à chien», pour les soulever contre ceux qui habitent des châteaux, à un certain moment,

des bâtons de dynamites feraient sauter les châteaux. Les pauvres seraient satisfaits, parce que les châteaux seraient détruits. Ils retourneraient chez eux et constateraient qu'ils demeurent encore dans les mêmes «cabanes à chien.» Ce geste n'aurait pas amélioré leur niveau de vie mais entraîné la disposition de ce qui était bien. Cette solution n'est pas bonne. Il est mauvais d'enlever à ceux qui possèdent pour donner à ceux qui n'ont rien.

Cela se pratique en Russie, en Tchécoslovaquie, et dans les autres pays communistes du monde. Nous ne voulons pas de ce régime. Si nous n'en voulons pas, il est temps que nous examinions sérieusement le problème de la consommation, afin que ceux qui possèdent un avoir le gardent. Il est difficile de convaincre les gens de cela. Il est possible, toutefois, de convaincre celui qui a le temps de réfléchir.

C'est peine perdue quand il s'agit d'un courriériste parlementaire. A propos, je remarque qu'ils ne sont pas à la tribune. Il est impossible d'en convaincre Radio-Canada. Cette société prône qu'il faut enlever à ceux qui possèdent, créer de l'agitation et donner à ceux qui n'ont rien. Elle prend la défense des pauvres, sans toutefois prendre les moyens nécessaires pour leur venir en aide.

• (4.30 p.m.)

Quant à nous, crédistes, qui parlons d'une réforme monétaire, on nous qualifie de lunatiques. Et pendant que les lunatiques crient, le Canada est dans le marasme. Les pauvres, les invalides, les aveugles, les personnes âgées sont à la merci de la conjoncture économique.

Monsieur l'Orateur, la production du Canada, cette année, s'élèvera à 72 ou 75 milliards de dollars. Au regard de cette production réalisée par les Canadiens, nous aurons un revenu total national d'environ 50 milliards. Cela veut dire une quantité de 22 à 25 milliards de dollars de produits pour lesquels nous n'avons aucun pouvoir d'achat. L'argent n'existe pas pour cela. Cela veut dire que le total des salaires ne peut pas acheter le total des produits. C'est aussi clair que cela. Cela n'entre pas encore dans la tête des journalistes, ni des gars de Radio-Canada. Je ne veux pas dire les petits employés de Radio-Canada, non, non, mais les «big shots», comme on les appelle.

Monsieur l'Orateur, d'autres pays se sont heurtés à des problèmes semblables. Est-ce que nous devons nécessairement suivre leurs traces? Attendons-nous de voir la révolution éclater chez nous, et les pauvres se soulever? Il y a un vieux proverbe qui dit: Ventre affamé n'a point d'oreilles. Or, l'on permet à ces gens de se soulever, ils n'auront plus, en effet, d'oreilles. Si le mari, la femme et l'en-